

<https://larcenciel.be/spip.php?article227>



Construire une société vraiment interculturelle

- MATIÈRE À PENSER - SOCIÉTÉ, CULTURE, RELIGIONS ET SPIRITUALITÉS - La question du voile -

Date de mise en ligne : dimanche 13 juin 2010

Copyright © LARCENCIEL - site de Michel Simonis - Tous droits réservés

Le texte qui suit date un peu et est ou sera réactualisé. Malgré tout, tel quel, il me paraît juste et équilibré, je m'y rallie.

Le fait qu'il soit le fait d'un parti politique est ici secondaire. Je le prends comme une ligne philosophique générale qui permet à chacun de réfléchir à ses propres choix.

A voir aussi le livre récent sur le sujet : [Dépasser les peurs, construire un monde commun](#) : LIRE [l'article](#)

De tous temps, les groupes humains ont circulé sur la planète, à la recherche d'une terre d'asile où mener une vie meilleure ou plus digne. Après les migrations pour nos entreprises des années 50 et 60, on assiste depuis les années 90 à l'arrivée de nouveaux migrants, poussés par les multiples désordres de la planète : impasses du développement dans les pays du sud, guerres, problèmes écologiques, dissolution du bloc soviétique, dérégulation économique...

Face à ces nouveaux arrivants et à l'ère de la mondialisation, notre vision globale de la société doit plus que jamais tenir compte de l'importance d'une société interculturelle. L'avènement d'une telle société constitue un enjeu démographique, démocratique et humain : une société interculturelle n'est pas seulement multiculturelle, elle n'est pas que l'addition de couches de cultures. Elle se base sur l'échange, le dialogue et la solidarité. Pour cela, il faut apprendre à se connaître, reconnaître ses différences, dès l'enfance, non comme sources de conflits mais comme une autre déclinaison de l'humanité. Pour cela, il faut construire ensemble dans le respect des droits et devoirs de chacun, et particulièrement des groupes de personnes fragilisées.

Les politiques d'intégration développées à tous les niveaux de pouvoir ne seront réussies que si elles se construisent avec les personnes concernées. Celles-ci doivent donc être des partenaires à part entière, organisés, faisant connaître leurs difficultés spécifiques et développant des propositions personnalisées. Les acteurs de terrain qui les accompagnent doivent pouvoir coordonner leurs actions, afin de les rendre plus efficaces et ainsi favoriser les pratiques les plus innovantes et les plus adéquates. Le chemin est encore long. (...) Malgré des avancées législatives, notre société reste marquée par la méfiance, le repli sur soi et la peur de l'autre.

Des actes de terrorisme islamiste et la « réverbération » des conflits du Moyen-Orient ont marqué les esprits, amenant la population à jeter sur la communauté musulmane un regard marqué par la crainte. Des jeunes d'origine étrangère sont stigmatisés et coupables du délit de faciès ; or, la confusion ne peut être permise. Des communautés étrangères se retrouvent concentrées dans certains quartiers, certaines écoles, certains lieux associatifs ou de loisirs. Tout cela mène certains à l'amertume et au repli. Parfois, la religion devient alors le seul moyen de porter fièrement son identité.

La communauté musulmane, très présente en Belgique, doit trouver sa juste place dans notre société et non pas être poussée à l'assimilation. Mais l'investissement religieux ne doit pas être le seul possible : des mouvements culturels, citoyens ou communautaires laïques doivent être soutenus. Et cela demande des options politiques claires, des actions de soutien et une politique d'accompagnement spécifique.

Pour rester démocratique, notre société doit prôner la tolérance, la rencontre, le respect, mais aussi appliquer au quotidien les valeurs fondamentales de la Constitution et des droits humains .

Droit de vote aux élections communales, simplification de l'accès à la nationalité belge, renforcement de la loi contre le racisme : Ecolo a porté nombre d'améliorations.

Mais les discriminations ont la vie dure. Culture, religion, couleur de la peau, nationalité... ne peuvent justifier des droits ou des traitements différenciés.

Il faut donc lutter davantage contre toutes les formes de discrimination ou d'intolérance (accès au logement, à l'emploi même pour les jeunes diplômés, à l'enseignement, aux lieux de loisirs,...). 50 % de la population d'origine turque et marocaine vit sous le seuil de pauvreté (pour un taux d'environ 10 % de la population en Belgique...).

(...)

L'intégration doit se comprendre comme la volonté de lutter contre toutes les exclusions. L'aspiration de chacun et de chacune, Belge comme personne d'origine étrangère, est de s'épanouir dans, notamment, ses références culturelles et de cohabiter harmonieusement avec les autres. C'est dans cette société du « vivre ensemble » et de la citoyenneté partagée que s'inscrit Ecolo.

PRIORITE N°1 du programme écolo :
Construire une société vraiment interculturelle
26 avril 2007

Dans les propositions concrètes qui suivent, l'épingle la question du voile, brûlante en France comme en Belgique.

PROPOSITION : En matière de port du foulard, Ecolo défend un droit individuel.

La question du foulard [1] est une question particulièrement complexe et sensible. Ecolo défend avant tout le libre choix individuel de chaque jeune fille ou femme de porter ou non le foulard. Nous ne pensons pas qu'une interdiction générale du port du foulard à l'école soit une solution à cette question, surtout si elle aboutit à une situation d'exclusion et au repli sur soi.

Ecolo condamne évidemment toute pression visant à pousser une jeune fille à porter ou non le foulard contre son gré. Pour Ecolo, l'école doit être le lieu d'émancipation des jeunes.

De plus, ce droit individuel s'inscrit dans un ensemble de devoirs pour tous les élèves : l'obligation de suivre l'intégralité du programme scolaire, la promotion de l'égalité entre les femmes et les hommes et la lutte contre le sexisme. En cas de tension avec les élèves, hors du respect du programme scolaire, il s'agit de faire usage du dialogue ou de la médiation, voire, quand cela s'avère nécessaire, de mesures disciplinaires. Pour Ecolo, ces règles doivent s'appliquer à l'ensemble des établissements scolaires, afin d'éviter un renforcement de la dualisation de l'école.

Enfin, rappelons que pour Ecolo, la neutralité est un droit des citoyens. Par contre, elle est un devoir pour ce qui concerne les services publics. A titre d'exemple, la liberté individuelle de porter de manière visible des symboles religieux ne vaut pas pour les agents des services publics qui sont en contact avec la population.

[1] expression synonyme : port du voile

?